

MARCHE PUBLIC A PROCEDURE ADAPTEE

Responsables de la
Maîtrise des Risques

Clauses administratives particulières

Date limite de remise des offres :

15 octobre 2020 12h

École nationale de protection
judiciaire de la jeunesse
(ENPJJ)

Retrouvez-nous sur :
www.enpjj.justice.fr

Acheteur public :

Représentant du pouvoir adjudicateur :

École nationale de protection judiciaire de la
jeunesse (ENPJJ)
16 rue du Curoir – 59052 Roubaix

Monsieur le Directeur générale de l'École
nationale de protection judiciaire de la
jeunesse de Roubaix

Responsables de Maitrise des Risques

SOMMAIRE

Préambule.....	3
Article 1. Objet de la consultation	3
Article 1.1 Détail des prestations attendues.....	3
Article 1.2 Décomposition des prestations en lots	3
Article 1.3 Décomposition en tranches	3
Article 1.4 Prestation supplémentaire éventuelle.....	3
Article 1.5 Objet de l'acte d'engagement	3
Article 2. Engagement du candidat	3
Article 2.1 Identification et engagement du candidat.....	3
Article 2. 1 Répartition des prestations (en cas de groupement conjoint).....	5
Article 2. 2 Compte(s) à créditer.....	5
Article 2. 3 Avance	6
Article 2. 4 Début, durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.....	6
Article 2. 5 Délai de validité de l'offre	6
Article 2. 6 Délai d'exécution	6
Article 2. 7 Confidentialité	6
Article 3. Prestations sous-traitée	7
Article 4. Signature de l'offre par le candidat	8
Article 5. Acceptation de l'offre par le pouvoir adjudicateur.....	8
Article 6. Date d'effet du marché.....	9
ANNEXE 1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT DC 4 « ACTE DE SOUS-TRAITANCE »	10
Coût estimé de la prestation	16
ANNEXE 2 BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE	17

Préambule

L'objet du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est d'apporter au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), - approuvé par arrêté du 16 septembre 2009 - Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi/JO du 16 octobre 2009, les précisions et dérogations nécessaires au bon déroulement de l'opération.

L'attention du titulaire du présent marché public est donc portée sur le fait que toutes les stipulations dudit CCAG-PI sont applicables en ce qu'elles ne sont pas modifiées ou annulées par le présent cahier.

En conséquence, le titulaire ne peut se prévaloir de méconnaître les dispositions du CCAG-PI.

Article 1. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet de concevoir et mettre en œuvre un dispositif de formation certifiante pour un groupe d'une quinzaine de stagiaires déjà en poste sur les fonctions de Responsables Interrégionaux de la Maîtrise des Risques. Le titulaire du marché devra organiser le dispositif de formation à l'ENPJJ 16 rue du CUROIR à ROUBAIX en concertation avec le pôle gouvernance de l'ENPJJ.

Article 1.1 Détail des prestations attendues

Les prestations sont détaillées dans le CCTP.

Article 1.2 Décomposition des prestations en lots

Le présent marché est composé d'un seul lot.

Article 1.3 Décomposition en tranches

Le présent marché est composé d'une seule tranche.

Article 1.4 Prestation supplémentaire éventuelle

Le présent marché ne comprend pas de PSE.

Article 1.5 Objet de l'acte d'engagement

Cet acte d'engagement correspond :

☐

à l'offre de base.

☐

à la variante suivante :

Article 2. Engagement du candidat

Article 2.1 Identification et engagement du candidat

- 1 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- 2 Le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
Dont l'acte d'engagement et ses annexes (bordereau des prix et la décomposition du prix globale et forfaitaire)
- 3 Le règlement de la consultation

et conformément à leurs clauses et stipulations,

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

☐ engage la société sur la base de son offre ;

.....

.....

.....

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[illegible]

4

Article 2.1 Répartition des prestations (en cas de groupement conjoint)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Article 2.2 Compte(s) à créditer

(joindre le(s) relevé(s) d'identité bancaire ou postale correspondant(s))

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit :

- du compte ouvert au nom de :
 - nom de la banque
 - code banque code guichet clé

- du compte ouvert au nom de :
 - nom de la banque
 - code banque code guichet clé

- du compte ouvert au nom de :
- nom de la banque
- code banque code guichet clé.....

- du compte ouvert au nom de :
- nom de la banque
- code banque code guichet clé.....

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

5% du montant TTC

Article 2.3 Avance

Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ NON ☐ OUI

Article 2.4 Début, durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre

La date prévisionnelle de début du marché est fixée au 30 octobre 2020. Son exécution est soumise à l'envoi au titulaire d'un ordre de service précisant la date de début d'exécution des prestations.

Le marché est conclu pour une période de **16 mois** à compter de la date de commencement d'exécution du marché. Cette durée pourra être augmentée jusqu'à 6 mois en cas de dégradation de la situation sanitaire.

La durée d'exécution maximale du marché est fixée à 14 mois.

Article 2.5 Délai de validité de l'offre

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

Article 2.6 Délai d'exécution

Si le délai d'exécution n'est pas respecté du fait du titulaire, le titulaire en cours risque, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard par dérogation à l'article 14.1 du CCAGPI.

Article 2.7 Confidentialité

Le représentant du pouvoir adjudicateur appelle l'attention du titulaire sur la réserve suivante : Chaque partie est tenue de maintenir confidentiels les renseignements signalés comme tels qui lui sont communiqués dans le cadre du marché public, et, de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs.

Tout manquement à cette obligation peut conduire à la résiliation du marché public, sans préavis et sans indemnité, dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG-PI, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au titulaire du fait des indiscrétions commises.

Article 3. Prestations sous-traitée

L'annexe 1 (DC4) du présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance, le montant des prestations sous-traitées indiqué dans cette annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

€ HT

(en lettres)

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de travaux leur acceptation au pouvoir adjudicateur; les sommes figurant sur ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

[illegible]

Total :

Article 4. Signature de l'offre par le candidat

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Article 5. Acceptation de l'offre par le pouvoir adjudicateur

La présente offre est acceptée.

Elle est complétée par les annexes suivantes :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ Annexe n°... relative à la présentation d'un sous-traitant (formulaire DC4) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la réponse du candidat à une demande de précisions ou de compléments sur la teneur de son offre (formulaire OUV7) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la mise au point du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire OUV11) ;
- ☐ Autres annexes (à préciser) :
1. décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
 2. bordereau des prix unitaires (BPU),
 3. bordereau de décomposition des prix (BDP).

Pour l'État et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : , le

Article 6. Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le

Le titulaire

ou

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché

Signé le

par l'entrepreneur destinataire.

Le

(date d'apposition de la signature ci-après)

Pour le représentant légal du pouvoir adjudicateur

ANNEXE 1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT DC 4 « ACTE DE SOUS-TRAITANCE »

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.

Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

■ Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :

École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ)
16 rue du Curoir – 59052 Roubaix

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

Monsieur le Directeur générale de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse de Roubaix

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

Objet du marché Le présent marché a pour objet de réaliser un dispositif de formation certifiante pour un groupe d'une quinzaine de stagiaires déjà en poste sur les fonctions de Responsables Interrégionaux de la Maîtrise des Risques. Le titulaire du marché devra organiser le dispositif de formation à l'ENPJJ 16 rue du CUROIR à ROUBAIX en concertation avec le pôle gouvernance de l'ENPJJ.

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(article 115 du code des marchés publics)* :

(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☐ OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Montant des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant maximum hors TVA :

■ Modalités de variation des prix :

G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : ☐ NON ☐ OUI

(Cocher la case correspondante.)

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

A) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

B) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

C) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

D) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

E) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

F) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

G) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission

l) .que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

☐ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A _____, le _____

Le sous-traitant :

A _____, le _____

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A _____, le _____

L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____ , le

Coût estimé de la prestation

Prix maximum de la prestation HT 55 000

Qualité technique de la proposition 70%

Prix de la proposition 30%

Le prix forfaitaire unitaire doit comprendre Le prix forfaitaire unitaire doit comprendre le coût de l'ingénierie (conception, mise en œuvre et évaluation), le coût du face à face pédagogique, le coût de la certification les coûts de fonctionnement dont trois réunion de 2h.

Le prix devra comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales, frais de déplacement ainsi que tous les frais afférents au bon déroulement de la prestation.

Formation certifiante de Responsable de la Maitrise des Risques Interrégionaux de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

Intitulé objet prix HT	55000 euros HT
TVA appliquée	19,60% TVA
Montant TTC	65780 euros TTC

ANNEXE 2 BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE

Le présent marché a pour objet de concevoir et mettre en œuvre un dispositif de formation certifiante pour un groupe d'une quinzaine de stagiaires déjà en poste sur les fonctions de Responsables Interrégionaux de la Maîtrise des Risques. Le titulaire du marché devra organiser le dispositif de formation à l'ENPJJ 16 rue du CUROIR à ROUBAIX en concertation avec le pôle gouvernance de l'ENPJJ.

PRIX HT	
TVA	
PRIX TTC	
Précision du coût de la certification dans le PRIX TTC	

Date :

Signature :